Mac:Users:xavier.hasendahl:Desktop:ELEMENTS TEMPLATES SIG:LOGOS:PREF_REGIONS:PREF_region_Hauts_de_France:eps:PREF_region_Hauts_de_France_CMJN.eps

**Taxe d’apprentissage 2022**

**Formulaire de demande d’habilitation et de mise à jour des listes régionales des établissements et organismes habilités à percevoir des subventions au titre du solde de la taxe d’apprentissage**

**Date limite de dépôt des dossiers : vendredi 29 octobre 2021**

**A retourner au service instructeur compétent selon la tutelle pédagogique et/ou le champ de compétences (cf. liste en annexe 1)**

#### Conditions relatives aux formations dispensées (article L. 6241-4 du code du travail)

* relever de la formation initiale ;
* conduire à des diplômes ou titres enregistrés au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et classés dans la nomenclature interministérielle des niveaux de formation ;
* être dispensées à temps complet et de manière continue ou selon un rythme approprié, dans le cadre de l'article L. 813-9 du code rural et de la pêche maritime ;
* être dispensées par un établissement entrant dans l'une des catégories suivantes.

#### Conditions relatives aux établissements (article L. 6241-5 du code du travail)

Sont habilités à bénéficier du solde de la taxe d'apprentissage :

1. les établissements publics d'enseignement du second degré ;
2. les établissements d'enseignement privé du second degré gérés par des organismes à but non lucratif et qui remplissent l'une des conditions suivantes :
3. les établissements publics d'enseignement supérieur ou leurs groupements agissant pour leur compte ;
4. les établissements gérés par une chambre consulaire et les établissements d'enseignement supérieur consulaire mentionnés à l'article L. 711-17 du code de commerce ;
5. les établissements privés relevant de l'enseignement supérieur gérés par des organismes à but non lucratif ou leurs groupements agissant pour leur compte ;
6. les établissements publics ou privés dispensant des formations conduisant aux diplômes professionnels délivrés par les ministères chargés de la santé, des affaires sociales, de la jeunesse et des sports ;
7. les écoles de la deuxième chance, mentionnées à l'article L. 214-14 du code de l'éducation, les centres de formation gérés et administrés par l'établissement public d'insertion de la défense, mentionnés à l'article L. 130-1 du code du service national, et les établissements à but non lucratif concourant, par des actions de formation professionnelle, à offrir aux jeunes sans qualification une nouvelle chance d'accès à la qualification ;
8. les établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation, mentionnés au 2° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, ainsi que les établissements délivrant l'enseignement adapté prévu au premier alinéa de l'article L. 332-4 du code de l'éducation ;
9. les établissements ou services mentionnés au 5° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;
10. les établissements ou services à caractère expérimental accueillant des jeunes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation mentionnés au 12° du I du même article L. 312-1 ;
11. les organismes participant au service public de l'orientation tout au long de la vie, dont la liste est établie par décision du président du conseil régional ;
12. les écoles de production mentionnées à l'article L. 443-6 du code de l'éducation ;
13. les organismes figurant sur une liste régionale établie par arrêté des ministres chargés de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, agissant au plan national pour la promotion de la formation technologique et professionnelle initiale et des métiers. Cette liste est établie pour trois ans et les organismes y figurant justifient d'un niveau d'activité suffisant, déterminé par décret, pour prétendre continuer à y être inscrits. Le montant versé par les entreprises à ces organismes au titre du solde de la taxe d'apprentissage ne peut dépasser 30 % du montant dû.

# **TAXE D’APPRENTISSAGE CAMPAGNE : 2022**

|  |  |
| --- | --- |
| ***ETABLISSEMENT DE FORMATION*** | |
| **Dénomination** |  |
| **Sigle** |  |
| **Ministère ou autre autorité de tutelle** |  |
| **Adresse du siège social** |  |
| **Code postal - Commune** |  |
| **N° Siret** |  |
| **N° téléphone** |  |
| **N° télécopie** |  |
| **Courriel** |  |
| **Adresse administrative si différente du siège social** |  |
| **Code postal - Commune** |  |
| **N° téléphone** |  |
| **N° télécopie** |  |
| **Courriel** |  |
| **Nom du président de d’établissement** |  |
| **Nom du directeur de**  **l’établissement** |  |
| **Activités principales** |  |
| **Date d’ouverture légale** |  |
| **N° établissement UAI :**  si immatriculation auprès du rectorat |  |

Forme juridique au titre de l'article L6241-5 du Code du travail :

Demande d’habilitation au titre de la catégorie : **cochez la case principale et selon le cas les sous-catégories :**

1. Les établissements publics d'enseignement du second degré ;

2. Les établissements d'enseignement privés du second degré gérés par des organismes à but non lucratif et qui remplissent l'une des conditions suivantes :

a) Etre lié à l'Etat par l'un des contrats d'association mentionnés à l'article [L. 442-5 du code de l'éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006525009&dateTexte=&categorieLien=cid) ou à l'article [L. 813-1 du code rural et de la pêche maritime](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071367&idArticle=LEGIARTI000006586155&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

b) Etre habilité à recevoir des boursiers nationaux conformément aux procédures prévues à l'article [L. 531-4 du code de l'éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006525133&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

c) Etre reconnu conformément à la procédure prévue à l'article [L. 443-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006525035&dateTexte=&categorieLien=cid) du même code.

3. Les établissements publics d'enseignement supérieur ou leurs groupements agissant pour leur compte ;

4. Les établissements gérés par une chambre consulaire et les établissements d'enseignement supérieur consulaire mentionnés à l'article [L. 711-17 du code de commerce](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000005634379&idArticle=LEGIARTI000029930380&dateTexte=&categorieLien=cid)

5. Les établissements privés relevant de l'enseignement supérieur gérés par des organismes à but non lucratif ou leurs groupements agissant pour leur compte ;

6. Les établissements publics ou privés dispensant des formations conduisant aux diplômes professionnels délivrés par les ministères chargés de la santé, des affaires sociales, de la jeunesse et des sports ;

7. Les écoles de la deuxième chance, mentionnées à l'article [L. 214-14 du code de l'éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006524594&dateTexte=&categorieLien=cid), les centres de formation gérés et administrés par l'établissement public d'insertion de la défense, mentionnés à l'article [L. 130-1 du code du service national](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071335&idArticle=LEGIARTI000006556000&dateTexte=&categorieLien=cid), et les établissements à but non lucratif concourant, par des actions de formation professionnelle, à offrir aux jeunes sans qualification une nouvelle chance d'accès à la qualification ;

7a : Ecole de la deuxième chance

7b : les centres de formation gérés et administrés par l’établissement public d’insertion de la défense

7c : Les établissements à but non lucratif concourant, par des actions de formation professionnelle, à offrir aux jeunes une nouvelle chance d’accès à la qualification

8. Les établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation, mentionnés au 2° du I de l'article [L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074069&idArticle=LEGIARTI000006797382&dateTexte=&categorieLien=cid) ainsi que les établissements délivrant l'enseignement adapté prévu au premier alinéa de l'article [L. 332-4 du code de l'éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006524813&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

8a : Les établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation ;

8b : les établissements délivrant l'enseignement adapté prévu au premier alinéa de l'article [L. 332-4 du code de l'éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006524813&dateTexte=&categorieLien=cid)

9. Les établissements ou services mentionnés au 5° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

10. Les établissements ou services à caractère expérimental accueillant des jeunes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation, mentionnés au 12° du I du même article L. 312-1 ;

11. Les organismes participant au service public de l'orientation tout au long de la vie, dont la liste est établie par décision du président du conseil régional ;

12. Les écoles de production mentionnées à l'article L. 443-6 du code de l'éducation ;

**Rappel des critères d’éligibilité :**

Le solde, soit 13 % du produit de la taxe d'apprentissage due, est destiné à des dépenses libératoires effectuées par l'employeur en application de l'article L. 6241-4 du code du travail.

Les établissements/organismes/services habilités au titre de l’article L.6241-5 peuvent percevoir « les dépenses réellement exposées afin de favoriser le développement des formations initiales technologiques et professionnelles, hors apprentissage, et l'insertion professionnelle, dont les frais de premier équipement, de renouvellement de matériel existant et d'équipement complémentaire ».

Les formations technologiques et professionnelles sont celles qui, dispensées dans le cadre de la formation initiale, conduisent à des diplômes ou titres enregistrés au répertoire national des certifications professionnelles et classés dans la nomenclature interministérielle des niveaux de formation. Ces formations sont dispensées, à temps complet et de manière continue ou selon un rythme approprié, dans le cadre de l'article [L. 813-9 du code rural et de la pêche maritime](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071367&idArticle=LEGIARTI000006586169&dateTexte=&categorieLien=cid) »

|  |  |
| --- | --- |
| ***ORGANISME GESTIONNAIRE*** | |
| **N° SIRET** |  |
| **Nom de l’organisme** |  |
| **Forme juridique de l’OG** |  |
| **Nom du directeur** |  |
| **Adresse** |  |
| **Code postal - Commune** |  |
| **N° téléphone** |  |
| **N° télécopie** |  |
| **Courriel** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| ***FORMATIONS PROPOSÉES POUR LA CAMPAGNE A VENIR***  ***(UNE FICHE PAR FORMATION)*** | |
| **Code RNCP (répertoire national de la certification professionnelle)**  **Code MEN (2nd degré) ou**  **Code SISE (supérieur)** | TYPE DE CODE :  NUMERO DE CODE : |
| **Type diplôme**  **(Libellé court MEN/RNCP ou SISE)** |  |
| **Intitulé**  **(libellé long MEN/RNCP ou SISE)** |  |
| **Niveau de formation :**  **(nouvelle nomenclature de 3 à 8)** |  |
|  |  |
| ***NATURE ET DURÉE DE LA FORMATION*** | |
| **Niveau initial requis**  **(nouvelle nomenclature)** |  |
| **Durée hebdomadaire totale de la formation** |  |
| **Durée annuelle de la formation dans l’établissement** |  |
| **Durée de la formation hors établissement (stages en entreprise)** |  |
| **Niveau préparé** |  |
| **Enseignements technologiques ou professionnels dispensés** |  |
| **Découverte du milieu professionnel** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| ***PUBLIC ACCUEILLI (campagne précédente)*** | |
| **Conditions de recrutement** |  |
| **Statut (scolaire, étudiant, apprenti)** | Scolaire :  Etudiant :  Stagiaire de la formation professionnelle continue : |
| **Effectifs** Rappel : les apprenants en contrat de professionnalisation relèvent de la formation professionnellecontinue |  |
| ***OBSERVATIONS*** | |

NB : Les établissements scolaires ne sont pas concernés par certaines pages de la demande d’habilitation.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **L. 6241-10**  **PERCEPTION DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE   BILAN DE L'ANNEE CIVILE PRECEDENTE** | | | |
| Descriptif des actions menées l’année précédente | | | |
|  | | | |
|  | | | |
|  | | | |
|  | | | |
|  | | | |
|  | | | |
| Lieux de déroulement de ces actions | | | |
| **Noms** | **Adresse** | **Téléphone** | **Adresse mél** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Public visé** | | **Nombre** | |
| **scolaire** | |  | |
| **étudiants** | |  | |
| **apprentis** | |  | |
| **autres** | |  | |
| **Budget des actions menées** | |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Montant et affectation de la taxe d'apprentissage perçue** | | | |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| Actions réalisées avec financement de la taxe d'apprentissage perçue | | |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

**Fait à :**

### Signature, nom prénom et qualité du signataire

**ATTENTION :**

Le fait de figurer sur la liste ne crée pas un droit d’inscription automatique pour l’année suivante, les services académiques référents vérifient chaque année si les établissements remplissent bien les conditions.

Une fois votre demande instruite et acceptée,

vous êtes invités à vérifier l'exactitude des données vous concernant sur l'arrêté publié sur le site internet de la Préfecture de région :

<http://prefectures-regions.gouv.fr/hauts-de-france/Documents-publications/Taxe-d-apprentissage/Taxe-d-apprentissage-dans-la-region-Hauts-de-France>